

# *Manufacturing Consent pendant la Grande guerre*

*Des jours dramatiques dans la vie de Romain Rolland*

**Michael Carlo Klepsch**

*Version écrite de l'exposé présenté le 26 août 2014 devant les membres de l'Association des Amis de Romain Rolland en Allemagne (Munich). Traduit de l'allemand par Jean Clot, agrégé de l'Université, Docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines (Études germaniques).*

Lors de nombreuses cérémonies et commémorations on s'est souvenu en Europe, cent ans après, du jour où a « éclaté » la Première Guerre mondiale. Mais, déjà, l'expression est très trompeuse. Les guerres n'ont rien de commun avec les phénomènes naturels ; elles n'éclatent pas fatalement, comme il en va des orages, ou comme entrent en éruption les volcans. Les guerres sont faites par des hommes, qui les combinent avec des objectifs et des intérêts. Il est rare que ces objectifs répondent à des valeurs humanistes, ou nobles de quelque manière. Et comme dans la guerre la vie des hommes ne compte pas – pendant la Première Guerre mondiale, il y eut près de 14 millions de victimes –, on cache volontiers les responsabilités derrière des métaphores suggérant une fatalité semblable à celle qui préside aux catastrophes de la nature.

Le début de la Première Guerre mondiale est marqué par l'image de foules en liesse. Pourtant, quelques jours encore avant le déclenchement des hostilités, en juillet 1914, il y eut dans beaucoup de pays des manifestations de masse. Ce fut aussi le cas en Allemagne. Malgré leur interdiction par le gouvernement impérial, des rassemblements anti-guerre eurent lieu dans de nombreuses villes. Sept cent-cinquante mille personnes, estime-t-on, ont suivi ce jour-là l'appel de l'opposition sociale-démocrate allemande et proclamé leur refus d'un génocide imminent. De semblables manifestations furent organisées à Paris, Moscou et Bruxelles.

L'image d'une opinion publique nationaliste, prête à la guerre, autour de laquelle a cristallisé jusqu'à aujourd'hui le souvenir d'août 1914, doit donc être remise en question ; elle fut circonscrite de plus en plus à la classe moyenne bourgeoise. Plus ra-

rement, cependant, on a traité une question que soulevait cet état de choses : Comment peut-on amener à partir en guerre une population qui, pour une grande part, y est opposée ? Et comment a-t-on, durant la Première Guerre mondiale, manié la critique faite aux gouvernements pour avoir décidé d'entrer dans le conflit et plus encore de poursuivre les hostilités lorsque déjà, après des années d'une lutte sanglante, mais sans résultat, des millions de gens étaient morts ? Néanmoins, des deux côtés, on était résolu à continuer la guerre jusqu'à la victoire de ses propres armes et à refuser, quoi qu'il arrive, une conclusion de la paix par la voie des négociations. Ce sont là les questions de fond que je vais traiter dans ma contribution pour célébrer la mémoire de ce grand adversaire de la guerre que fut Romain Rolland, dont le manifeste pacifiste « Au-dessus de la mêlée » a été publié à l'automne 1914.

Venons-en d'abord au contexte historique. Relativement à la question de la guerre à venir, la société, dans toute l'Europe, et particulièrement en Allemagne, était clivée. Cela s'exprimait déjà à travers les nombreuses crises survenues avant 1914. Faisant écho à l'une d'entre elles, de dimension internationale, qui avait failli mener à la guerre, en 1911 déjà – la crise du Maroc –, le président du parti social-démocrate, August Bebel, avait mis en garde, avec insistance, dans un discours célèbre tenu devant le Reichstag, contre les conséquences qu'il y avait à penser la guerre comme un moyen de la politique :

*On va, de toutes parts, armer et armer encore [...] jusqu'à atteindre le point où l'une ou l'autre des parties un jour dira : Plutôt une fin effroyable qu'une terreur sans fin. [...] Alors viendra la catastrophe. Toutes les armées, en Europe, se mettront en marche, jetant, sur les champs de bataille, les uns contre les autres, seize à dix-huit millions de soldats, la fleur d'une génération d'hommes, équipés des meilleurs instruments à tuer. [...] Le crépuscule des dieux du monde bourgeois approche ». L'on sait moins certes que le discours fut accompagné des rires des conser-*

vateurs et des nationalistes, ainsi que par des apostrophes du genre : « Après toute guerre, les choses vont mieux.

Tandis que, dans l'atmosphère surchauffée des années qui ont précédé 1914, les milieux nationalistes faisaient, de leur côté, des préparatifs de guerre, le mouvement ouvrier envisageait, pour sa part, d'empêcher, en cas de crise, par une grève générale en Europe, les dirigeants de préparer le conflit. Dans ces circonstances, seule une guerre défensive pouvait être déclarée. Et, de fait, chaque partie voyait en 1914 sa patrie en danger. « En pleine paix, nous sommes agressés par l'ennemi » : ce propos de Guillaume II, on pouvait l'entendre partout, en août 1914. Les uns faisaient passer l'attaque pour une guerre de défense préventive. C'était le cas pour l'Allemagne impériale, mais aussi pour la Russie. Les autres, comme les Français, voyaient l'ennemi déjà sur leur propre territoire, et il leur était, en conséquence, plus facile d'appeler à la défense du pays natal par les armes. Où que l'on porte le regard, la devise suprême était partout l'appel à tous les partis à se serrer les coudes. En Allemagne, on appelait cela la « paix civile » (« Burgfriede »), en France, l'« Union sacrée ». Et au cas où des groupes ne s'y tiendraient pas, des listes pour l'arrestation des pacifistes étaient déjà prêtes depuis longtemps.

Aux États-Unis, il était plus difficile encore qu'en Europe de gagner la population à une guerre lointaine, que personne pratiquement, là-bas, ne voulait. Le candidat démocrate à la présidentielle, Woodrow Wilson, avait même gagné l'élection en 1916 avec la promesse de lois du travail sociales-démocrates ainsi que de la stricte neutralité concernant la guerre au-delà de l'Atlantique ; son adversaire républicain s'était, en revanche, engagé en faveur de la mobilisation et des préparatifs militaires. Pour amener l'opinion publique à accepter la guerre, un « Committee on Public Information » fut mis en place. On l'appela la « Commission Creel », du nom de celui qui la dirigeait, George Creel. Cette commission fut un instrument de la propagande du gouvernement américain sous Woodrow Wilson, qui servit à préparer psychologiquement la population à la participation des États-Unis à la Guerre mondiale. Le comité fut créé une semaine après la déclaration de guerre faite à l'Allemagne (par l'ordre exécutif présidentiel 2594, du 13 avril 1917). Il était composé de George Creel comme directeur, du ministre des Affaires Étrangères et du ministre de la Guerre, en tant que membres à titre officiel. Y participaient en outre le conseiller de Wilson, Walter Lippmann, et des spécialistes de premier plan attachés au prési-

dent. Ceux-ci utilisaient tous les médias dont on disposait à l'époque. Les journaux, les tracts, la radio, et même l'industrie du cinéma, à Hollywood. Des films comme *The Claws of the Hun* (Les griffes des Huns), *The Prussian Cur* (Le fils de roquet prussien) et *The Kaiser, the Beast of Berlin* (Le Kaiser, la brute de Berlin), répandaient l'image de l'Allemand monstre mauvais. Des écrits étaient publiés qui mettaient en garde les citoyens américains contre des espions allemands. Un grand nombre d'organisations patriotiques, comme l'« American Protective League » ou l'« American Defense Society », furent constituées. Ces groupes plaçaient sur écoute les téléphones et ouvraient le courrier de la poste, pour débusquer « les espions et les traîtres ». Tous ceux qui critiquaient la politique du gouvernement ou qui préconisaient la paix faisaient l'objet de leur espionnage. Ils prêtaient une particulière attention aux Américains d'origine allemande, qui, pour maints d'entre eux, perdirent leur travail ou furent humiliés publiquement. De cette façon, la vision du gouvernement fut diffusée parmi la population. Les médias se mirent sans réserve au service de la propagande de guerre. Noam Chomsky a qualifié leur tâche dans ce contexte de « Manufacturing Consent », la production d'un consensus et d'une approbation de la politique gouvernementale<sup>1</sup>. Cela est tout à fait central et peut être dit, sous les conditions de la censure de guerre, pour toutes les parties prenantes du conflit pendant la Première Guerre mondiale. Il y a cent ans, l'on approuvait la guerre et sa poursuite jusqu'à la victoire de ses propres armes, coûte que coûte. Le modèle de la propagande est clair : d'abord l'indignation, ensuite la diabolisation, puis l'appel à la guerre jusqu'à la victoire, pour exterminer le « mal ». L'agression de la France par l'Allemagne, dans la violation de la neutralité belge, a rendu facile cette démarche. À cela se sont ajoutés le pilonnage de cathédrales françaises et la destruction par le feu de bibliothèques, comme celle de Louvain, par les troupes impériales.

En Angleterre et en France aussi, les gouvernements misaient sur de tels moyens. Dès 1914, le gouvernement britannique décida de fonder un bureau de propagande central. Charles Masterman fut chargé de son organisation ; il avait déjà fait ses preuves dans la période de l'avant-guerre en accomplissant des actions de propagande en faveur de Downing Street. Masterman s'adressa à une sélection d'écrivains et de journalistes anglais réputés qui furent invités à deux conférences, strictement secrètes, tenues à la Londoner Wellington House, le futur siège de la propagande anglaise pour l'Étranger<sup>2</sup>. La première réunion, à laquelle participèrent les

1. Noam Chomsky/Eduard S. Herman, *Manufacturing consent. The political economy of the mass media*, New York, Pantheon books, 1988.  
2. Cf. Jean-Claude Montant, « La propagande et guerre psychologique : la Maison de la presse », in Jean Baillou (Dir.), *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français 1870-1980*, vol. 2, Éditions du CNRS, Paris, 1984, p. 334-345 ; Michael C. Sanders and Philip M. Taylor, *The "Maison de la Presse" and the Organisation of French Propaganda during the First World War*, London, The Macmillan Press, Ltd, 1982. Voir également Michael C. Klepsch, *Romain Rolland im Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, Berlin, Köln: Kohlhammer, 2000, p. 21-39.

écrivains les plus connus du pays, parmi eux Arthur Conan Doyle et Herbert George Wells, eut lieu le 2 septembre 1914. La conférence devait connaître un remarquable succès. Plus tard vint aussi, comme participant régulier, l'historien Arnold Toynbee. Indépendamment de leur participation, presque tous les hommes littéraires britanniques se manifestèrent comme rédacteurs d'écrits de propagande du gouvernement. Le but, ici aussi était le « Manufacturing Consent », la fabrication d'une approbation parmi la population. La même chose se produisit en Allemagne et en France, où les élites culturelles se laissèrent recruter, sans exception, pour servir la guerre par la plume.

En Allemagne, le « bureau des renseignements pour l'Étranger » (« Nachrichtenstelle für Auslandsdienst ») déployait son activité. Il fut créé au début de la guerre pour construire la propagande allemande au-delà des frontières. On y trouvait entre autres Matthias Erzberger, homme politique du centre. Tandis que dans l'Empire, des écrivains tels que Gerhart Hauptmann et Thomas Mann intervenaient d'une manière moins organisée institutionnellement, le gouvernement français suivait l'exemple britannique et fondait une unité centrale de propagande, la « Maison de la presse », qui fut dirigée par le directeur du bureau du Premier Ministre en personne<sup>3</sup>. On en vint ainsi à un manifeste signé par cent représentants importants de la vie culturelle française en mars 1915, dans lequel les Allemands furent stigmatisés comme barbares et profanateurs de cathédrales. À la « guerre des esprits », la bataille de la propagande entre des écrivains, professeurs et intellectuels allemands et français, participa aussi, du reste, Romain Rolland, au début.

Lorsque, dans les capitales européennes, à l'été 1914, tomba la décision en faveur de la Grande Guerre, Rolland était intensément occupé par le projet de créer une revue européenne de la culture. Il espérait pouvoir gagner à cette entreprise des collaborateurs connus issus de tous les pays afin de renforcer la conscience de l'unité culturelle du continent. À cet effet, il était en étroite relation avec, par exemple, Rainer Maria Rilke, Émile Verhaeren, Herbert George Wells et Stefan Zweig, à qui il écrivait le 1<sup>er</sup> mai 1910 :

*Vous êtes un Européen. Je le suis aussi, de coeur. Les temps ne sont pas loin, où l'Europe même sera la petite patrie et où elle ne nous suffira plus.*<sup>4</sup>

La préparation d'une revue culturelle englobant toute l'Europe semblait déjà avoir pris des traits concrets lorsqu'en août 1914 courut, dans l'Europe entière, la formule de la menace de la patrie. Rolland

se trouvait à ce moment-là en Suisse, au bord du lac Léman, où il passait ses vacances d'été. Au plus haut point épouvanté, il vit dans la guerre l'effondrement de la pensée d'une Europe unie, et même de la civilisation. Mais son souci immédiat concerna sa famille et ses amis qui furent mobilisés. Âgé de 48 ans, Rolland n'était lui-même pas mobilisable, si bien qu'il pouvait librement déterminer son lieu de séjour. C'est pourquoi il décida d'attendre en Suisse, dans un premier temps, la suite du déroulement des événements. En même temps, il était très inquiet quant au sort de son pays natal, qu'il savait en très grand péril après l'attaque par l'Allemagne. Rolland était au courant de la stratégie allemande, qui, dans le cas d'une guerre sur deux fronts, selon le plan Schlieffen, avait pour objectif d'écraser à l'Ouest, de toute sa puissance, la France et de se tourner ensuite aussi vite que possible vers l'Est. La solidarité et l'unité de tous les Français, leur volonté de sacrifice et leur détermination à repousser l'assaut l'impressionnaient très profondément. Comme bien d'autres, Rolland y voyait un tournant moral qui, à l'instant du plus grand danger, conduirait au salut et qui, de plus, serait à l'avenir une valeur durable pour la communauté interne. Mais cela ne lui faisait pas perdre de vue que la guerre était une empoignade absurde entre deux nations-soeurs. Muet de stupéfaction, il observait, à l'automne 1914, une grande partie des élites culturelles participer à la propagande de guerre et se précipiter de surcroît dans une « guerre des esprits », qui devait bientôt dégénérer en une polémique entre la « Kultur » allemande, d'un côté, et la civilisation française, de l'autre.

Désapprobateur, Rolland s'exprima contre les héros de l'écritoire qui, depuis chez eux, pensaient qu'il fallait envoyer les autres au champ de bataille et continuer à jeter de l'huile sur le feu. Indigné par l'entrée des troupes allemandes sur le territoire belge et par le fait qu'elles avaient incendié la ville de Louvain, il adressa fin août une lettre ouverte à l'écrivain Gerhart Hauptmann. Il y exigeait de celui-ci, comme représentant de l'élite culturelle de l'Europe, en des mots virulents, de prendre position contre la politique de guerre allemande, que Rolland condamnait, la qualifiant de criminelle. Dans sa protestation, il n'hésitait pas, tout comme d'autres intellectuels occidentaux, à réitérer avec force le reproche fait à l'Allemagne de basculer dans la barbarie. Ainsi demandait-il à Hauptmann si les Allemands étaient les petits-fils de Goethe ou d'Attila et traitait le commandement allemand de « Huns ». Dans la presse française, sa lettre fut imprimée plusieurs fois et recueillit l'approbation de bien des gens. Dans plus d'un commentaire, elle fut qualifiée de « superbe ». Au demeurant, la critique ne manqua pas non plus. Le fait que Rolland se refusait à accuser les Alle-

3. Cf. M. Klepsch, *op. cit.*, p. 21-39.

4. Romain Rolland – Stefan Zweig, *Correspondance 1910-1919*, Paris, Albin Michel, 2014, p.29, Edition établie et présentée par Jean-Yves Brancy, traduction des lettres allemandes par Siegrun Barat.

mands collectivement de barbarie la fit s'enflammer dans les rangs, surtout, de l'« Action française », ultranationaliste. Au lieu de cela, lui reprochait-on, il établissait une différenciation inacceptable entre les Allemands en tant que nation et leur dynastie régnante. Toutefois, sa position patriotique ne fut pas mise en cause, même parmi ses détracteurs les plus acerbes. Après le pilonnage de la cathédrale de Reims par les armées impériales, qui poursuivirent leur marche sur Paris, Rolland lança encore un second appel de protestation. Dans ce manifeste, il condamnait de nouveau les actes de violence allemands, lesquels culminaient dans la destruction d'œuvres d'art et de monuments irremplaçables. De nombreux écrivains et artistes, qui soutenaient l'effort de guerre de leur nation par des articles de presse, se joignirent à son appel dans des pays de l'Ouest. Dès le début des hostilités, Rolland fut horrifié par la dimension de la propagande de guerre. Les Français lui semblaient relativement modérés, à l'inverse de l'intelligentsia allemande, pour laquelle la Kultur et le militarisme ne faisaient qu'un. Mais il était aussi effrayé par les attaques et les comptes rendus mensongers, surtout, que l'on trouvait en France et qui déterminaient la perception de l'adversaire dans l'opinion publique. Ainsi, on déniait aux Allemands, dans les reportages sur les atrocités commises soi-disant sur les femmes et sur les enfants, tout sentiment humain – l'ennemi était déclaré brute barbare. Cette forme de propagande de la haine, à laquelle prenaient part dans toutes les nations des scientifiques, des philosophes et des artistes de renom, soulevait chez Rolland une profonde aversion. Il craignait que la France ne se plaçât au même niveau moral que l'Allemagne de l'Empire.

C'est pourquoi Rolland rédigea, lorsque la plus grande menace pour son pays fut écartée, après la victoire dans la bataille de la Marne, un article qui devait porter à l'origine le titre de « Au-dessus de la Haine », mais qui fut finalement intitulé « Au-dessus de la mêlée ». Rolland y appelait les élites culturelles en Europe à reprendre leurs esprits et à se tenir en dehors de la polémique hystérique sur la guerre. Sa conception était qu'il ne leur revenait pas de se mettre au service de la propagande de guerre. Rolland ne s'excluait pas lui-même de la critique. Mais celle-ci ne se limitait pas seulement à dénoncer l'implication des élites culturelles dans la campagne nationaliste en faveur de la guerre. En outre, il n'y avait pas eu de raison à la guerre entre les peuples, expliquait-il, condamnant ouvertement – l'un des premiers à le faire – le conflit. Il incriminait bien plutôt « l'impérialisme dans tous les pays », qui avait mené au déclenchement de la guerre. Il critiquait également l'engagement de troupes coloniales en Europe. Celui-ci était, pour lui, en contradiction avec l'exigence qu'avaient les belligérants de lutter pour le droit et la civilisation. La pensée sous-jacente à cette idée sera, d'après les critères actuels du politi-

quement correct, à qualifier plutôt de raciste. Il est vrai qu'elle fut en France moins accueillie par le mécontentement que ne le fut le fait que la critique visait principalement l'Entente. À tout bien considérer, « Au-dessus de la mêlée » n'était pas le manifeste d'un pacifisme radical, que l'on en fit bientôt. Car l'article de Rolland ne s'attaquait pas à la guerre en tant que telle, mais bien plus aux excès qu'elle entraînait. Aussi en appelait-il aux élites culturelles afin qu'elles se missent au-dessus du tumulte des batailles et qu'elles ne vinssent pas attiser plus encore la haine entre les peuples. Pas plus d'un mois après la parution d'« Au-dessus de la mêlée », Rolland fut attaqué avec véhémence dans l'opinion publique française. Alphonse Aulard, l'historien renommé de la Révolution française, qui, dans l'avant-guerre encore, s'était exposé, en raison de son attitude politique, aux critiques violentes des nationalistes, fit du « cas » à peine remarqué de l'écrivain resté en Suisse une « affaire » qui fit beaucoup parler.

Les accusations qu'il porta contre Rolland contenaient déjà tout l'inventaire de l'image de l'ennemi, que l'on devait appliquer à Rolland. Déjà le titre de son article, « Monsieur Romain Rolland, germanophile », était un affront direct à l'égard de son ancien collègue à la Sorbonne. En un temps où l'Allemagne impériale était diabolisée de toutes parts, perçue comme barbare, et regardée carrément comme l'incarnation du mal, l'accusation d'éprouver de la sympathie pour l'ennemi équivalait à prononcer publiquement l'ostracisme. Aulard ne mentionna aucunement le contenu de l'appel de Rolland à l'intelligentsia européenne. Au lieu de cela, il lui reprocha de continuer à entretenir des contacts amicaux avec l'ennemi – tandis que ce dernier tuait des Français sans défense. Malicieusement, Aulard ajoutait que son refus de troupes coloniales devait plaire à l'ennemi, puisque Rolland préférait le déclin de la France, au lieu de voir celle-ci sauvée par de tels alliés. La protestation bien connue dans l'opinion publique française contre la destruction de Louvain et de Reims ne pouvait être passée sous silence par Aulard. Mais elle fut présentée comme un reproche indulgent, qui avait été motivé par une tendre inclination pour l'Allemagne. Au moment où pesait sur la nation la plus grande menace, il ressortait clairement de ses remarques que Rolland avait tourné le dos à la France. La dénonciation à laquelle se livrait Aulard parut dans l'un des plus grands quotidiens du pays, *Le Matin*, qui avait pendant la guerre un tirage de près de deux millions d'exemplaires. L'article suffit pour faire naître l'image d'un fugitif et d'un traître à la patrie, sur le plan spirituel, qui s'était détourné de son pays natal et avait basculé du côté allemand.

Dans l'opinion publique française, il déclencha une véhémente campagne contre Rolland, qui jusqu'à la fin de la guerre ne perdit guère de sa virulence. Dès le lendemain de la parution de l'article d'Aulard, *L'Action française*, *L'Intransigeant*, de

tendance antirépublicaine, ainsi que *La Croix*, l'organe de la droite catholique, s'emparèrent de l'affaire. Ce dernier quotidien annonça à ses lecteurs que le « Suisse » Romain Rolland, qui avait, comme étranger, enseigné à la Sorbonne, réprimandait maintenant, avec douceur, ses amis allemands dans *le Journal de Genève*, tandis qu'il vilipendait sur un tout autre ton les Alliés. En repoussant la propagande de haine, nourrie de tous côtés par les États, Rolland avait transgressé le consensus défini par les médias des gouvernements. Des journaux de la sphère nationaliste, comme *La Libre Parole*, suivirent d'abord le mouvement. Les attaques des hommes politiques de droite avaient une chose en commun : on déniait dans l'ensemble à Rolland le droit de l'appartenance à la nation française, après qu'il s'était retiré de la communauté de « l'Union sacrée ». C'est ainsi que dans *L'Action française*, on contestait violemment le fait qu'il pût être encore, tout bonnement, un Français. Rolland fut ainsi en quelque sorte excommunié en tant que Français. Le comportement à l'égard du détracteur de la politique intérieure, mis à l'écart parce qu'« étranger essentiellement » dans son rapport à la nation, devait s'avérer par la suite un casse-tête pour l'unité interne propagée.

Au mauvais exemple du Français « influencé par l'Allemagne » fut opposée, dans la presse française, l'attitude des « concitoyens patriotes intègres ». *Le Radical*, journal de gauche, confronta le comportement de Rolland avec celui d'Anatole France et avança comme réponse à la question de savoir pourquoi il avait soi-disant tourné le dos à la France le fait qu'il était, dans son attitude spirituelle, germanisé, ce qui apparaissait déjà dans son œuvre. La comparaison avec Anatole France, l'un des protagonistes de l'Affaire Dreyfus, n'était pas, ce faisant, sans receler une certaine ironie. C'était une campagne des ultranationalistes, lancée contre Anatole France, qui l'avait conduit à l'automne 1914 à chercher le salut, face aux menaces de meurtre de fanatiques nationalistes, dans une déclaration où il s'engageait, à l'âge de soixante-dix ans, comme volontaire dans l'armée. On pourrait prolonger sans peine la liste des comparaisons par lesquelles Rolland fut, en tant que « mauvais patriote » banni et mis à l'index dans l'opinion publique. Pas seulement dans les journaux, mais dans des revues aussi, et dans des pamphlets, on recourut toujours à ce moyen de l'exclusion. Ainsi, *Le Figaro* s'occupa, fin 1915, de la personne de l'adversaire politique. Dans un commentaire, à la une, le journal s'efforça d'établir une comparaison avec l'attitude héroïque de Victor Hugo, qui, pendant le siège de Paris, en 1871, avait pensé à s'exposer aux balles des lignes ennemies. La position de Rolland était au contraire motivée par le souhait d'un règlement du conflit et de la médiation et fut, pour cette raison, résolument dés-

approuvée par *Le Figaro*. Il n'est pas surprenant que les accusations qui furent portées contre Rolland dans l'opinion publique se soient retrouvées dans des lettres de menace de nationalistes irrités qui lui rappelaient le sort du dirigeant socialiste Jean Jaurès, assassiné au début de la guerre. Dans une grande partie de l'opinion publique, Rolland devint un exclu de la communauté. Ses amis et son entourage – dans la mesure où ils ne rompirent pas le contact avec lui – l'invitèrent à se tenir calme et à couper les relations avec l'Allemagne. Il reçut en Suisse des lettres anonymes qui l'accusaient de complicité avec l'ennemi. Un retour en France était ainsi impossible. La censure de guerre interdisait, par ailleurs, que Rolland se justifiait publiquement. Il se voyait impuissant devant les accusations ; dans des lettres, il insistait sur le fait qu'il n'avait rien à se reprocher. Bien au contraire, il s'était toujours considéré comme un patriote sincère et comme un « bon Français » qui, dans ses agissements, était préoccupé avant tout de justice et de la grandeur de son pays natal. C'est en vain que Rolland réclamait d'être mesuré à l'aune de ce qu'il avait écrit et non des calomnies de ses adversaires. Même au sein de sa propre famille, la campagne menée dans l'opinion publique fit son effet, si bien qu'il s'y heurta au rejet et à l'incompréhension. Résigné, Romain Rolland déclara dans un article de juin 1915 son renoncement à d'autres propos. Mais après cela, les attaques ne faiblirent pas. Au contraire, dans de nombreuses diatribes, comme l'écrit Henri Massis « Romain Rolland contre la France », il fut accusé de trahison et d'avoir fait cause commune avec l'adversaire. Ces reproches furent répétés dans toute la presse du pays et propagés dans les journaux des colonies françaises. Lorsqu'en 1916 la nouvelle se répandit que Rolland avait obtenu le Prix Nobel, la décision souleva en France une tempête d'indignation<sup>5</sup>. Rolland fut alors dépeint comme un Judas et un « anti-Français », qui avait reçu du comité Nobel germanophile, pour sa trahison, ses trente deniers.

L'image de « l'ennemi intérieur » s'était ainsi clairement constituée, car, malgré toutes les tentatives effectuées, on échoua à faire de Rolland un non-Français. Cette image de l'ennemi cristallisa autour d'une série de reproches, en premier lieu autour de l'idée du « traître ». Quand la situation de guerre empira, vint s'ajouter un nouveau grief: on vit en lui un « défaitiste ». Pendant ce temps, Rolland précisait à propos de l'attribution du prix Nobel :

*Ce n'est pas à moi, c'est à notre pays que s'adresse cette distinction ; et c'est à ce titre que je la reçois, heureux si elle peut contribuer à répandre des idées qui font aimer la France dans le monde. Si j'ose en parler ainsi, c'est qu'elles ne sont pas seulement les miennes, elles sont les*

5. Le Prix Nobel de Littérature décerné à Romain Rolland au titre de l'année 1915 lui fut remis en 1916.

siennes, elles sont celles des Montaigne, des Voltaire, de la « douce France » du passé – de l'avenir aussi, je l'espère et je le veux.<sup>6</sup>

Mais comment Rolland imaginait-il une fin de la guerre ? Il répond en ces termes à cette question, en mai 1917, dans une lettre :

*Mais ma conclusion, me demandez vous ? “Une paix blanche” ? – Monsieur, je dois d’abord vous prier de ne plus écrire ce mot qui me fait frémir. Une paix qui viendrait maintenant sur dix millions de cadavres ne peut être qu’une paix rouge, une paix dont la civilisation d’Europe restera ensanglantée jusqu’à sa disparition de cette terre, qu’elle souille de ses crimes. Il ne s’agit pas de “paix favorable à l’Allemagne”. Entre la guerre entêtée, jusqu’au bout, jusqu’à la mort de la France et de l’Allemagne – entre cette guerre démente, cette guerre à tout prix, et la paix à tout prix –, il y a un autre parti, qui est celui de la raison : et c’est de discuter entre belligérants. Dans toutes les guerres du passé, nos plus grands hommes d’État, les Richelieu, les Mazarin, et leurs successeurs, ont su à la fois combattre et négocier. Le plus simple bon sens dit qu’il faut, non seulement du point de vue militaire, mais diplomatique, ne jamais perdre contact avec son adversaire, afin de profiter des moindres occasions. Qu’a-t-on fait, depuis trois ans ? Un orgueil insensé, une présomption de la victoire, entretenus par quels Picrochole ! se refuse à tout autre langage que celui de la force. On ne veut pas discuter. On veut imposer sa loi, il faut donc pouvoir. Le peut-on ? Pour moi, ma conviction intime, basée sur les faits, est que si la voie des négociations n’eût pas été bloquée, la France eût pu obtenir de l’Allemagne, depuis un an et demi, plus qu’une guerre prolongée et que même une victoire ruineuse (tous comptes faits) ne lui donnera.<sup>7</sup>*

Cette position valut à Rolland, de la part des pacifistes en France, une vénération qui confina proprement au culte. Ses écrits, contrôlés par la censure de guerre, furent accueillis largement comme une révélation religieuse, appris par coeur et transmis, au début, lors de rencontres tenues secrètes. Il existe des éléments, vérifiables, d’une telle vénération jusque dans l’armée française. On donna même son nom à des nouveaux-nés. Après l’attribution du Prix Nobel, il fut cependant toujours plus difficile à la censure de garder secret le point de vue de Rolland. J’ai exposé dans ma thèse de troisième cycle comment on

en vint en France à l’autorisation de ses écrits<sup>8</sup>. Pour cela, j’ai effectué des recherches dans les Archives de la « Maison de la Presse », le bureau de propagande de l’État pour la fabrication du consensus de guerre. J’y ai fait la découverte d’une liste surprenante. Y figuraient de nombreux écrits pacifistes, parmi eux « Au-dessus de la mêlée » de Rolland ou le roman anti-guerre *Le Feu* d’Henri Barbusse, qui furent édités, durant la seconde moitié de la guerre, par les organisations de propagande d’État en Angleterre et en France et diffusés ensuite dans la population à des centaines de milliers d’exemplaires<sup>9</sup>. J’étais étonné et n’ai pas insisté dans ma thèse sur ce document bizarre, relevant presque de l’univers d’Orwell. Comment peut-on expliquer le phénomène ? Tout d’abord, la propagande de l’État ne pouvait plus ignorer, à partir de 1916/1917, que la population – c’est le moins qu’on puisse dire – était lasse de la guerre. Une adaptation de la stratégie aux nouvelles circonstances était ainsi nécessaire. Pour ne pas perdre toute crédibilité, il fallait servir à l’opinion publique, en un bon dosage, les oeuvres de pacifistes modérés. Il convient de souligner ceci : modérés, les écrits que l’on diffusait l’étaient par rapport aux idées propagées par le courant révolutionnaire qui se développait, à ce moment-là. Par leur diffusion, les gouvernements français et britannique tentaient, à ce qu’il semble, de faire baisser la pression dans le chaudron, pour ainsi dire. Car une menace bien plus sérieuse se présentait : celle d’une révolution qui s’imposa, à cette époque, dans la Russie tsariste. Et d’autres soulèvements et révolutions menaçaient. Ainsi, Friedrich Engels avait lucidement prédit, en 1887, évoquant une future guerre mondiale :

*Huit à dix millions de soldats vont s’entretuer et dévaster, ce faisant, toute l’Europe, laissant derrière eux une terre nue, comme jamais ne l’a fait un essaim de criquets. Un effondrement des vieux États et de leur sagesse traditionnelle adviendra, tel que les couronnes rouleront par douzaines sur le pavé et qu’il ne se trouvera personne pour y mettre un terme ; il est absolument impossible de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur du combat ; un seul résultat [est] absolument certain : l’épuisement général et l’avènement des conditions de la victoire finale de la classe des travailleurs.<sup>10</sup>*

Ce furent des jours dramatiques dans la vie de Rolland que ceux qu’entraîna la guerre entre 1914 et 1918. Contrairement à ce qu’on lui a reproché, Rolland ne s’est pas cantonné, pendant la guerre,

6. R. Rolland, *Journal des années de guerre*, op.cit., p. 1180-1181.

7. M. Klepsch, *Romain Rolland im Ersten Weltkrieg*, op. cit., p.165-172.

8. Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Maison de la Presse, *Correspondance avec Wellington House*, Matériel inédit.

9. Karl Marx/Friedrich Engels, *Werke (Karl) Dietz Verlag*, vol.21, Berlin/DDR, 1975, p.351.

10. R. Rolland, *Journal des années de guerre*, op. cit., p.1222-1223.

dans une position de neutralité, au-dessus des parties belligérantes. Il était Français et se trouvait résolument aux côtés de son pays. Il n'était pas prêt, cependant, à suivre la propagande haineuse orchestrée par les médias. Au lieu de se laisser égarer par le ma-traquage en faveur de la guerre ou de se mettre déli-bérement à son service, Romain Rolland suivit la voix de sa conscience et se refusa à s'aligner, à la différence de bien d'autres. Pendant la guerre, Rolland fit partie des personnes les mieux informées de son temps. En Suisse, des contacts et des reporters du monde entier étaient à sa disposition.

Rolland continuait ainsi à entretenir, où il pou-vait, l'échange avec ses amis, mais également avec ceux qui le critiquaient, même dans les États enne-mis de la France. On pourrait aussi dire, avec les mots de Churchill : « Ce fut là son heure la plus grande ». Et en effet, aussi catastrophique que fût pour l'Europe et le XX<sup>e</sup> siècle la Première Guerre mondiale, elle fonda la gloire de Romain Rolland chez les pacifistes de tous les pays. Lorsque Lénine, en avril 1917, se mit en route pour la Russie révolu-tionnaire, il voulut avoir Rolland à ses côtés. Si ce dernier n'avait cessé de rechercher les voies du règlement diplomatique et de l'entente, l'esprit qui était le sien ne le portait pas vers les révolutions ; c'est pourquoi – malgré une sympathie perceptible face aux événements en Russie – il refusa. Il critiqua, au demeurant, très sévèrement la presse, et même le *Journal de Genève*, en Suisse, dans lequel il avait, un temps, publié ses écrits. Les médias poursuivirent, pleins de haine, jusqu'au dernier jour de la guerre, leur tâche, qui était de fabriquer dans la po-pulation le consensus sur l'idée qu'il fallait continuer

à se battre, quelles que soient les circonstances. Rolland écrivit ainsi, en juin 1917 :

*Jamais nous n'oublierons, mes amis de Paris et moi, le rôle que le Journal de Genève aura joué de-puis six mois. [...] Tous les efforts – non pas même pour la paix, mais pour discuter de la paix –, toutes les voix douloureuses des peuples assassinés, qui cherchent à arracher le bâillon de leurs gouverne-ments meurtriers, ont été ridiculisés, dénaturés, fal-sifiés par lui. Chaque jour, je compare les informations personnelles que je reçois de France, d'Italie, d'Amérique, de Russie, aux mensonges de ses informations. [...]. Mais que cette presse aveugle et sourde ne compte pas plus tard échapper à la res-ponsabilité des malheurs sociaux qui s'apprentent ! Elle y a sa part, cette part lui est due.*

Les médias ont à faire face, jusqu'à aujourd'hui, à cette responsabilité. Car s'il y a une leçon à tirer du passé, c'est bien celle-ci : la tâche centrale des médias d'un pays a été et est encore de fabriquer le consensus, dans la population, sur les affaires concernant les gouvernements. Cela n'a pas changé à notre époque, où l'on tend, toujours plus, à faire de la conduite de guerres un moyen de la politique.

septembre 2015

*Michael Carlo Klepsch est historien et journaliste. Il est auteur d'une thèse sur Romain Rolland : Intel-ktueller auf verlorenem Posten. Universität Hein-rich-Heine Düsseldorf sous la direction du professeur Wolfgang J. Mommsen.*